

Qu'est-ce qu'un majeur protégé ?

La loi pose ce principe : **tout être humain**, qu'il soit mineur ou majeur, Français ou étranger, **jouit de droits civils**

▪

Cela signifie qu'il est titulaire des droits attachés à sa personne et à son *patrimoine*. Toutefois, à cette *capacité*

d'avoir des droits ne correspond pas forcément celle de pouvoir les exercer.

Ainsi, un mineur non émancipé peut avoir un *patrimoine* mais n'a pas la *capacité* légale de l'administrer personnellement sans l'intervention de ses

représentants légaux.
En effet, le mineur
bénéficie de *plein droit*
d'une protection du seul
fait de son âge.

A l'âge de dix-huit
ans, l'accession à

la majorité rend en principe possible l'exercice de tous les droits civils.

Toutefois, certains majeurs ne peuvent exercer ces

droits et doivent
être protégés par
la loi.

En effet,
quoique

majeures,
certaines
personnes
sont dans
l'impossibilité
d'accomplir les
actes de la

vie civile,
d'exercer
leurs droits
personnels,
de gérer leur
patrimoine

■

Ainsi, une
mesure de
protection
constitue

une
garantie
pour ces
majeurs
vulnérable

s face aux
risques d'a
ctes
malencontreux.

Donc, le
**majeur
protégé**
est la

personne
qui,
âgée de
dix-huit

ans au
moins,
dispose
de tous

**ces
droits
mais ne
les**

exerce

pas

elle-même

me

en
totalité.

Les

circonstances
qui

rendent
nécess
aires la

protection de certains

majeur
s sont
essenti

ellement
t l'altér
ation

de
leurs
faculté

s
mental
es ou

corpor
elles.

Trouv

ant sa
cause
dans

une
maladi
e, une

infirmmit

é ou

un

affaibli
sseme
nt dû à

l'âge,
le
fléchis

semen
t des
faculté

S

mental

es du

majeur
place
celui-c

i "dans
l'impos
sibilité

de
pourvo
ir seul

à ses
intérêt
s".

Une protection ion

peut
encore
se

justifie
r en
raison

de l'alt
ération
n de

ses
facult
és

corpo

relles

(traum

atisme

e,

cécité,

aphas

ie,

paraly

sie...)

à

conditi

on
qu'elle
"empê

che
l'expres
sion

de sa
volonté
é" :
■
■

alors
même
que la

perso

nne

reste

lucide et saine

d'espri

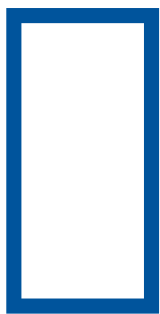
t,

toute

comm
unicati
on

avec
autrui
est

■
impos
sible. ■



Dans
tous
les

cas
toute
fois,

l'attein
te doit
présen

nter
une
certai

ne
gravit
é et

une
durée
suffis

ante.

Indép

enda
mmen
t de

l'altér ation des

facult
és
perso

nnelle
s, un
certai

n no
mbre
de

dévia
tions
ou

d'ina
dapta
tions

socia

les

peuve

nt
égale

ment

rendr

e
néces

saine
une

mesu
re de

prote ction

lorsqu
e par

ces
comp

ortem
ents

le
majeur

r

"s'exp

ose à
tomb

er
dans

le
besoi

n ou
comp

romet
l'exéc

ution de

ses

obligations

tions

famili

ales".

Ces
caus

es,
énum

érées
limitat

■
ivement
ent

sont :

la pr

odig alité

,

carac

térisé
e par

des
dépe

nse

exce

ssive

s ou

■
immo
rales,



inte

mpér
ance

,

défini

e par

l'exc

ès

de

cons

omm

ation
d'alco

ou

ou

de
stup

éfian
ts et



oisiv

été,
mani

festé
e par

un
refus

de
trava

iller

ou

une
reno

nciat
ion

injustifiée

au
reve

nu
d'un

trava

il.

